



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES



LES AVANTAGES DU COMMERCE

LES COÛTS DU PROTECTIONNISME

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS



Perspectives économiques: Volume 12, Numéro 1
Janvier 2007

Directeur de la rédaction	Jonathan Schaffer
Rédacteur en chef	Bruce Odessey
Révision	Kathleen Hug
Illustrations	Ann Monroe Jacobs
Page de couverture	Diane Woolverton
Documentation	Linda Johnson
Collaborateurs	Jaroslav Anders Paul Malamud Andrzej Zwaniecki

Directeur de la publication	George Clack
Directeur adjoint de la publication	Richard Huckaby
Responsable de la production	Christian Larson
Responsable adjointe de la production	Sylvia Scott
Assistante Internet	Janine Perry
Traduction	Service linguistique IIP/AF
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

Conseil de rédaction	Jeremy Curtin Janet Garvey Charles Silver Jeffrey Berkowitz
----------------------	--

Photo de la page de couverture: © Mark Gibson/Index Stock/Corbis

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie cinq revues électroniques sous le logo *eJournal USA – Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis et La Société américaine* – qui examinent la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis, ainsi que les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale.

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en espagnol, en français, en portugais et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe, en chinois et au besoin dans d'autres langues.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Dans ce dernier cas, ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante :
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>

Veillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA: Economic Perspectives*
IIP/PUBS
U.S. Department of State
301 4th Street SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique
Adresse électronique: eJournalUSA@state.gov



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / JANVIER 2007 / VOLUME 12 / NUMÉRO 1

<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>

Les avantages du commerce Les coûts du protectionnisme

2 Introduction

JOHN VERONEAU, REPRÉSENTANT ADJOINT DES ÉTATS-UNIS
POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

4 Pourquoi libéraliser les échanges ?

CHRISTINA SEVILLA, SOUS-REPRÉSENTANTE ADJOINTE POUR
LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS

La libéralisation du commerce suscite la croissance
et permet à des millions de personnes de sortir de la
pauvreté.

9 Le protectionnisme et la politique

BRUCE STOKES, CHRONIQUEUR D'ÉCONOMIE
INTERNATIONALE DE L'HEBDOMADAIRE *NATIONAL JOURNAL*

Les États protègent leurs producteurs contre les
importations à cause de pressions politiques. Il s'ensuit que
la solution du problème du protectionnisme doit être aussi
politique.

14 Les pays en développement doivent ouvrir leur marché les uns aux autres

DAVID DOLLAR, DIRECTEUR DE PAYS POUR LA CHINE ET
LA MONGOLIE À LA BANQUE MONDIALE

La moitié des avantages que les pays en développement
pourraient tirer de l'aboutissement des négociations
commerciales multilatérales actuellement en suspens
proviendrait d'un meilleur accès au marché d'autres pays
en développement.

18 Apaiser les craintes des travailleurs relatives à la libéralisation des échanges

DAVID FELDMAN, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE
À L'UNIVERSITÉ WILLIAM ET MARY

La plupart des changements sur le lieu de travail qui
aboutissent à des suppressions d'emplois sont attribuables
aux progrès technologiques, alors que ce sont les

importations qui sont le plus souvent mises au banc des
accusés.

21 Tirer les bonnes conclusions du protectionnisme

GARY HUFBAUER ET COSTANTINO PISCHEDDA,
COLLABORATEURS DE L'INSTITUT PETERSON D'ÉCONOMIE
INTERNATIONALE

Les pays de l'Asie de l'Est ravagés par la guerre ont adopté
pendant une période de courte durée une politique
protectionniste pour relancer leur économie, mais ce n'est
que lorsqu'ils ont ouvert leur marché aux importations
que leur économie a connu une expansion rapide.

25 Un modèle évident de réforme

JONATHAN KIMBALL, DIRECTEUR DU SERVICE DE L'EUROPE
CENTRALE ET DE L'EUROPE DU SUD-EST AU MINISTÈRE DU
COMMERCE DES ÉTATS-UNIS

La différence de niveau de développement économique
existant entre les nombreux pays de l'ancien bloc
soviétique qui ont ouvert leur marché et les quelques pays
qui ne l'ont pas fait est nette et symptomatique.

28 Comment l'OMC combat le protectionnisme

CARLA HILLS, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA
SOCIÉTÉ HILLS & COMPANY

L'OMC constitue le plus grand rempart du monde contre
le protectionnisme.

Documentation en anglais

32 Bibliographie

34 Sites Internet

Introduction

L'histoire et l'expérience nous donnent un aperçu de l'avenir du système commercial international. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en particulier, les échanges commerciaux constituent un élément essentiel du progrès économique à travers le monde. Les cycles successifs de libéralisation du commerce multilatéral dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont contribué à remettre sur pied l'économie des pays européens ravagés par la guerre, fourni une voie éprouvée de développement pour les pays en voie de modernisation en Afrique, en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient et tiré des millions de personnes de la pauvreté.

Ces soixante-dix dernières années, les présidents des États-Unis, de Franklin Roosevelt à George W. Bush, ont préconisé la réduction des obstacles au commerce entre les États-Unis et leurs partenaires dans le monde entier, estimant que le commerce joue un rôle essentiel pour accroître la prospérité ainsi que le niveau de vie et la gamme des choix de la population, tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Il s'ensuit que notre pays a l'économie la plus ouverte du monde et que cette ouverture est une véritable source de puissance. Selon l'Institut Peterson d'économie internationale, la libéralisation du commerce depuis 1945 a entraîné un accroissement du revenu des ménages américains de 9 000 dollars.

On observe à l'heure actuelle une période de transformation rapide du marché mondial. Depuis la fin de la guerre froide, quelque 2 milliards de travailleurs et de consommateurs de plus participent à l'économie internationale grâce à la suppression des obstacles politiques et techniques à cette participation. Afin de permettre à un plus grand nombre de personnes de réaliser leurs aspirations et de subvenir aux besoins de leur famille, il nous faut tirer parti des possibilités que le commerce offre pour accélérer la croissance économique et la création d'emplois mieux rémunérés à travers le monde.

Selon la Banque mondiale, la suppression totale des obstacles au commerce peut tirer des dizaines de millions de personnes de la pauvreté. Nous avons donc l'obligation morale de trouver un moyen de progresser dans ce domaine. En outre, si l'allègement de la dette et l'aide à l'étranger



L'ambassadeur John Veroneau

peuvent beaucoup contribuer au développement des pays à faible revenu, le commerce et sa libéralisation sont susceptibles de constituer des moyens encore plus puissants pour réduire la pauvreté et pour fournir à ces pays les ressources économiques qui leur sont nécessaires afin de faire face à leurs besoins les plus pressants. Toujours selon la Banque mondiale, l'augmentation du revenu annuel des pays en développement que la suppression des obstacles au commerce des marchandises entraînerait à elle seule

serait au moins de 142 milliards de dollars. Ce montant est supérieur aux 80 milliards d'aide économique à l'étranger que les grands pays industriels ont accordée en 2005 et aux 42,5 milliards de dollars d'allègement proposé de la dette des pays en développement.

Les avantages de la libéralisation du commerce des produits industriels, des services et des produits agricoles sont véritablement importants. La suspension en 2006 du cycle de Doha de l'OMC a constitué une déception pour tous ceux qui sont convaincus que les échanges commerciaux peuvent encourager le développement économique, accroître les possibilités et faciliter la coopération entre les pays. C'est pourquoi le président Bush a chargé les services du représentant des États-Unis pour le commerce extérieur de continuer à faire tout leur possible pour parvenir à un accord ambitieux et équilibré qui remplisse les objectifs de développement de Doha.

Le rythme rapide des mutations de l'économie internationale et de leurs effets, aussi bien positifs que négatifs, sur les pays, sur les collectivités locales et sur la population suscite des sentiments d'anxiété qui sont bien compréhensibles. Chaque pays doit trouver le moyen de satisfaire les besoins de ceux qui risquent d'être victimes de délocalisations et d'amortir les effets de la transition. Toutefois, le retour en arrière et la mise en place d'obstacles au commerce ne constituent pas une solution : ces obstacles protègent un petit nombre aux dépens du grand nombre, et les pays qui ne résistent pas à la tentation du protectionnisme risquent de connaître un ralentissement de la croissance économique et un accroissement du chômage et de l'inflation à long terme, ainsi que d'avoir des secteurs inefficaces et non concurrentiels.

L'augmentation des échanges commerciaux a aussi de

grands avantages dans le domaine social: les pays qui sont plus riches sont plus susceptibles de consacrer des ressources à la protection de leur environnement, et les travailleurs des entreprises à vocation exportatrice tendent à recevoir un salaire plus élevé que ceux qui travaillent dans des secteurs non exportateurs. Les avantages du commerce sont réels de nos jours pour des centaines de millions de personnes dont le gagne-pain et la famille en dépendent.

Nous nourrissons l'espoir que les lecteurs prendront le temps de prendre connaissance du contenu de chacun des articles de la présente revue et qu'ils deviendront ainsi plus conscients des avantages de la libéralisation des échanges pour ce qui est de l'amélioration des conditions de vie de la population du monde entier.

John Veroneau

Représentant adjoint des États-Unis pour le commerce extérieur

Pourquoi libéraliser les échanges ?

Christina Sevilla



Avec la gracieuse permission d'ACDI/VOCA

Environ la moitié des gains que le monde pourrait retirer de la libéralisation du commerce des marchandises profitera aux habitants des pays en développement, telle cette marchande de fruits en Angola.

Les faits parlent d'eux-mêmes : la libéralisation du commerce crée des richesses qui permettent aux Etats de faire face à leurs besoins et elle encourage le développement économique ; l'érection de barrières commerciales aggrave les conditions de vie de la population et la situation du pays. C'est une leçon que les États-Unis ont apprise dans les années 1930, dans la foulée de l'adoption de la loi Smoot-Hawley relative à l'augmentation des droits de douane. Depuis lors, les États-Unis sont le fer de lance mondial de l'ouverture des marchés au niveau international, laquelle a alimenté la croissance économique et le développement des pays et contribué à sortir des millions de personnes de l'ornière de la pauvreté. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire si l'on veut voir se matérialiser les avantages qui découlent de la libéralisation des échanges, notamment dans les domaines de l'agriculture, des produits industriels et des services. Les pays en développement sont particulièrement bien placés pour retirer des avantages du déblocage des négociations commerciales multilatérales. Selon des études de la Banque mondiale, l'accroissement des échanges peut permettre à des dizaines de millions de personnes de plus d'échapper à la pauvreté.

Mme Christina Sevilla est la sous-représentante adjointe

des États-Unis pour le commerce extérieur qui est chargée des affaires intergouvernementales et des relations publiques.

« Nous nous battons pour supprimer le fardeau de la pauvreté là où il inflige des souffrances, non seulement aujourd'hui, mais à titre permanent. Et l'accroissement des échanges constitue le moyen le plus sûr d'augmenter les richesses. »

*Le président George W. Bush,
le 14 septembre 2005*

Le monde du XXI^e siècle se heurte à d'énormes défis. Plus de un milliard des habitants de la planète vivent dans la pauvreté, phénomène qui a un effet dévastateur sur les familles, les collectivités et les pays. Les pays industriels et en développement ont en commun de vouloir faire reculer la pauvreté dans le monde entier, améliorer la croissance économique, relever le niveau de vie et créer des emplois et des débouchés pour leur population.

Tandis que les Etats s'efforcent de sortir de l'impasse le cycle de négociations de Doha entreprises sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), il y a lieu de se remettre en mémoire la théorie économique et les leçons tirées de l'expérience: l'ouverture des marchés et la libéralisation des échanges (autrement dit, le démantèlement des barrières commerciales tarifaires et non tarifaires) entraînent la création de richesses et le développement. Les pays ouverts aux échanges ont tendance à avoir davantage de richesses, une population en meilleure santé, un taux de scolarisation et d'alphabétisation plus élevé, une législation du travail et des normes sur l'environnement plus strictes et davantage de possibilités en matière d'investissement. En revanche, si elles peuvent éventuellement protéger des intérêts particuliers limités, les barrières commerciales laissent le pays qui les érige dans une situation bien moins bonne quand on considère les richesses sacrifiées, le ralentissement de la croissance économique et, partant, la diminution des ressources qui pourraient être affectées aux besoins pressants du pays.

LA THÉORIE ET LA PRATIQUE

Pourquoi les pays commercent-ils? Les économistes connaissent bien le fondement intellectuel du libre-échange. Pour expliquer les choses simplement, disons que les pays gagnent à se spécialiser dans la production de biens et de services qu'ils peuvent assurer avec un maximum d'efficacité et à les échanger contre des biens et des services provenant de pays qui sont capables d'en produire de meilleure qualité et à moindre coût. Dans le cadre d'un tel arrangement, les pays peuvent se targuer d'avoir une production plus efficace, d'offrir une plus large gamme de choix à leurs consommateurs et de proposer à ces derniers des biens et des services de meilleure qualité et moins chers. L'État qui démantèle ses barrières aux échanges permet à sa population de s'approvisionner sur le marché mondial en nourriture, en vêtements et en divers produits industriels ainsi qu'en services, lesquels forment l'infrastructure de l'économie moderne, depuis le secteur financier à celui des télécommunications en passant par les transports et l'enseignement.

En outre, la concurrence incite les entreprises à innover, à découvrir de nouveaux procédés de production et de nouvelles techniques de façon à mieux répondre aux besoins de leurs clients et à faire progresser les connaissances. Ainsi la mise au point de techniques informatiques avancées et de médicaments d'importance vitale s'est-elle développée ces dernières années dans un

environnement caractérisé par des marchés ouverts et par des possibilités d'exportations favorables à la croissance de l'industrie, sans compter l'application de lois strictes relatives aux droits d'auteur et aux brevets.

Les obstacles à la concurrence produisent l'effet inverse: des entreprises nationales moins efficaces, une gamme moins étendue de biens et de services, lesquels sont de qualité moindre et sont produits à des coûts plus élevés, moins d'innovations et une croissance économique ralentie.

L'histoire économique du XX^e siècle illustre on ne peut mieux non seulement les vastes gains de la libéralisation des échanges pour des centaines de millions d'habitants de la planète, mais aussi une leçon importante quant aux coûts mondiaux des barrières commerciales. En 1930, les États-Unis imposèrent des barrières commerciales sans précédent, car ils étaient persuadés, à tort, que les producteurs américains ne pouvaient pas soutenir la concurrence des pays étrangers où les salaires et les coûts de production étaient inférieurs. À l'époque, le Congrès vota la loi Smoot-Hawley, qui institua des droits de douane très élevés pour protéger le marché américain contre la concurrence étrangère. Les conséquences en furent désastreuses. Par mesure de rétorsion, les partenaires commerciaux des États-Unis se mirent eux aussi à protéger leur marché contre les importations étrangères. Le volume des échanges dans le monde chuta de 70 %, ce qui eut pour effet de créer des dizaines de millions de chômeurs, d'aggraver la grande crise de 1929 et d'alimenter les tensions politiques qui portèrent en germe la Seconde Guerre mondiale.

Depuis lors, d'autres présidents et d'autres législateurs des États-Unis ont jeté les fondements d'une coopération économique pacifique et du partage de la prospérité en adhérant à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et à l'institution qui lui a succédé, l'Organisation mondiale du commerce (OMC). À sa création en 1947, le GATT comptait 23 États membres; aujourd'hui, l'OMC regroupe 150 États membres représentant tous les stades de développement et toutes les parties du monde, et plus d'une vingtaine de pays cherchent à y adhérer. L'objectif reste inchangé: abaisser les barrières commerciales et relancer les échanges internationaux, ouvrant ainsi la porte aux avantages à même de découler de la croissance économique et du développement sur la base la plus large possible. En outre, les règles commerciales présentent l'intérêt d'assurer un climat de certitude, de transparence et de prévisibilité, de contribuer à l'État de droit et de faciliter le règlement des différends commerciaux.

LE COMMERCE EST UNE SOURCE DE RICHESSES

D'un point de vue empirique, l'élargissement des échanges s'est révélé essentiel à la croissance économique et à la création de richesses tant dans les pays industriels que dans les pays en développement.

L'ouverture du marché américain au monde a été l'une des clés de voûte de la force et de la prospérité des États-Unis, la plus grande économie au monde, le plus gros importateur et le plus gros exportateur. Depuis les années 1990, la libéralisation des échanges a contribué à faire progresser la production économique nationale des États-Unis de près de 47 % et, dans le même temps, l'économie américaine a créé près de 19 millions d'emplois. Les exportations de produits industriels font travailler plus de 1 personne sur 6 dans le secteur industriel, ce qui correspond à environ 5,2 millions d'emplois, et les exportations agricoles sont associées à 1 million d'emplois supplémentaires. Dans les emplois liés aux exportations, les salaires sont de 13 % à 18 % supérieurs à la moyenne nationale.

En outre, les ménages américains sont gagnants dans l'affaire parce qu'ils peuvent choisir entre des produits importés du monde entier. On estime que les deux principaux accords commerciaux conclus dans les années 1990, à savoir l'accord issu du cycle d'Uruguay de l'OMC et l'Accord de libre-échange nord-américain négocié entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, ont augmenté le pouvoir d'achat du ménage américain typique, composé de quatre personnes, de 1 300 dollars à 2 000 dollars par an.

Dans les pays en développement, les avantages de l'ouverture des échanges conjugués à l'adoption de réformes intérieures axées sur l'économie de marché ont eux aussi fait leurs preuves, et le potentiel d'amélioration de la croissance et de réduction de la pauvreté au moyen

de la libéralisation des échanges est considérable. Selon la Banque mondiale, le revenu réel par habitant a progressé près de trois fois plus vite dans les pays en développement qui avaient abaissé leurs barrières commerciales (5 % par an) que dans les autres pays en développement (1,4 % par an) dans les années 1990.

En ce qui concerne la pauvreté, M. Xavier Sala-i-Martin, professeur d'économie à l'université Columbia de New York, fait observer que son taux a considérablement diminué à travers le monde au cours des trente dernières

années. Il estime que le monde comptait en 2000 entre 250 millions et 500 millions de pauvres de moins qu'en 1970 et que l'inégalité des revenus s'est réduite dans les années 1980 et 1990. La Chine, par exemple, s'est résolument employée à ouvrir son marché et à accroître ses échanges, ce qui a permis à plus de 250 millions de personnes

de sortir de l'ornière de la pauvreté. Le Chili, qui a lui aussi activement ouvert son marché aux échanges et au commerce, a diminué de plus de moitié son taux de pauvreté, lequel est passé de 46 % en 1987 à près de 18 % en 2004. En Afrique subsaharienne, par contre, les pays commencent seulement à ouvrir leur marché et à accroître leurs échanges d'une manière qui laisse entrevoir le recul de la pauvreté. Selon des études de la Banque mondiale et de l'Institut Peterson d'économie internationale, la libéralisation mondiale des échanges pourrait permettre à des dizaines de millions de personnes supplémentaires d'échapper à la pauvreté et injecter 200 milliards de dollars par an dans l'économie des pays en développement. Toutefois, pour que ces pays tirent pleinement parti des gains de la libéralisation, la réforme du commerce doit s'accompagner de réformes au niveau national, d'une aide et d'un renforcement des capacités.

S'agissant du renforcement des capacités commerciales, les États-Unis attachent un caractère prioritaire à la



Les pays, comme l'Inde, qui commencent à ouvrir leur marché aux importations offrent un éventail de choix beaucoup plus grand à leurs consommateurs, qu'il s'agisse de denrées alimentaires ou d'autres biens.

© AP Images/Armit Bhargava



Une clé à mollette fabriquée à Taiwan et en vente au Mexique illustre les avantages de la libéralisation des échanges pour ces deux pays en développement avancé.

nécessité de fournir aux pays en développement les outils dont ils ont besoin pour tirer parti du système commercial mondial. Ils sont le pays qui fournit le plus d'aide en rapport avec le commerce, ce qui comprend l'infrastructure matérielle connexe. De 2001 à 2006, ils ont accordé à ce titre plus de 5,6 milliards de dollars sous forme de dons.

LA LIBÉRALISATION ET LE DÉVELOPPEMENT

Les pays en développement pourraient bien être les plus gros bénéficiaires de la libéralisation accrue des échanges dans les secteurs de l'agriculture, des produits industriels et des services, dans le cadre du cycle de Doha.

L'agriculture: plus de 70 % des habitants pauvres des pays en développement vivent en milieu rural. Les études de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques concordent: ce que les pays industriels peuvent faire de mieux pour venir en aide aux pays en développement, c'est d'abaisser considérablement leurs droits de douane. La suppression des distorsions agricoles tant par les pays industriels que par les pays en développement aurait pour effet d'apporter à ces derniers près des deux tiers (63 %) des gains potentiels de la libéralisation. Des études de la Banque mondiale indiquent que 93 % des gains qui découleraient de la suppression des effets de distorsion sur le commerce mondial des produits agricoles proviendraient de l'abaissement des droits à l'importation, tandis que 2 % des gains seraient liés à la diminution des

subventions à l'exportation et 5 % à la réduction des aides intérieures. Pratiquement tous les avantages que les pays en développement en retireraient seraient imputables à l'abrogation des droits de douane à l'importation.

Les biens: selon la Banque mondiale, environ la moitié des gains économiques mondiaux qui découleraient de la libéralisation des échanges feraient le jeu des pays en développement. On estime à 142 milliards de dollars, soit 49 % des gains mondiaux, l'augmentation du revenu annuel de ces derniers d'ici à 2015. Si l'on tient

compte des changements dynamiques qui surviendraient dans ces pays, cette augmentation annuelle pourrait se chiffrer à 259 milliards de dollars, soit 56 % des gains mondiaux. Les barrières commerciales sont plus élevées dans les pays en développement que dans les pays industriels. Le Fonds monétaire international fait observer que les restrictions commerciales imposées par les premiers sont quatre fois plus importantes que celles des pays à revenu élevé. Comme environ 70 % des droits de douane perçus sur les biens échangés par les pays en développement sont payés à d'autres pays en développement, les pays à faible et à moyen revenu gagneraient à supprimer leurs propres barrières et à stimuler encore davantage le commerce Sud-Sud.

Les services: de nos jours, le secteur tertiaire constitue la principale source d'emplois dans les pays en développement; il assure plus de 50 % des emplois en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie de l'Est. L'avenir des pays en développement réside dans le secteur des services parce qu'il s'agit non seulement de la composante de leur production économique totale qui se développe le plus rapidement, mais aussi de la plus forte composante des investissements directs étrangers. Les services forment plus de 60 % de ces investissements dans le monde, soit 5,9 billions de dollars en 2004 contre 870 milliards de dollars en 1990. Comme les obstacles au commerce des services sont généralisés, il y a gros à gagner en les démantelant. Par exemple, un rapport récent de la Banque mondiale indique que les pays dont le secteur des services financiers est ouvert ont eu un

© Lynsey Addario/Corbis

taux de croissance supérieur de 1 % à celui des autres pays. Selon les estimations d'une étude de l'université du Michigan, la libéralisation des services produirait à l'échelle mondiale plus des deux tiers des gains en bien-être social provenant de la disparition des barrières commerciales.

LE COMMERCE ET L'ENVIRONNEMENT

La libéralisation des échanges peut et doit accompagner le développement durable. Dans l'ensemble, les pays relativement riches ont tendance à consacrer une plus grande part de leurs ressources à la préservation de l'environnement. À l'OMC, le cycle de Doha laisse entrevoir des situations où tout le monde sera gagnant dans le contexte du commerce et de l'environnement et dans lesquelles la libéralisation produira des résultats positifs pour l'environnement. Par exemple, un grand nombre d'organisations non gouvernementales réputées dans le domaine de la défense de l'environnement, tels Oceana et le Fonds mondial de la nature, appuient les efforts qui sont déployés par les ministres du commerce dans le cadre des pourparlers de Doha en vue de mettre fin aux subventions destinées aux pêcheurs qui sont à l'origine de la surexploitation des ressources halieutiques et de l'appauvrissement des stocks de poissons. En outre, la libéralisation du commerce des biens et des services liés à l'environnement est à même de promouvoir les objectifs du développement durable parce qu'elle accroît l'accès aux technologies environnementales clés dont elle diminue aussi le coût : c'est vrai, par exemple, dans le domaine de la gestion des eaux usées, de la gestion des déchets solides et dangereux, de l'assainissement des sols et de l'eau, de la protection de l'air et de la production d'énergie renouvelable.

LA VOIE DE LA SAGESSE

Qu'ils soient industriels ou en développement, les pays sont tous à la croisée des chemins quand il s'agit de déterminer la direction à donner à leur politique commerciale. Dans une économie mondiale en mutation rapide, les dirigeants politiques pourraient être tentés de protéger le marché intérieur de leur pays contre la concurrence et d'ériger de nouvelles barrières qui font le jeu d'un groupe relativement petit au détriment de la vaste majorité des producteurs, des travailleurs et des consommateurs. La théorie et les observations empiriques plaident pour une voie plus sage. L'ouverture aux échanges demeure le fondement de la croissance économique, de la prospérité, du relèvement du niveau de vie et de l'amélioration du quotidien de millions d'habitants de la planète.

Les États-Unis sont prêts à démanteler les obstacles qui persistent quand les autres pays agiront dans le même sens, ce qui créera de nouveaux mouvements commerciaux dont les avantages profiteront aux entreprises, grandes et petites, aux travailleurs, aux agriculteurs et à l'ensemble des ménages. Les gains qui découlent des échanges n'ont pas encore atteint des centaines de millions de personnes qui recherchent une plus grande liberté, des occasions de réussir et des moyens d'échapper à la pauvreté : c'est dire l'impérieuse nécessité qu'il y a d'élargir l'accès aux marchés à l'étranger. ■

Le protectionnisme et la politique

Bruce Stokes



Joseph Keppler et Frederick Opper, Puck Magazine, 3 juin 1896

Le protectionnisme est une pomme de discorde depuis longtemps. Cette caricature se moque du programme électoral protectionniste de William McKinley, candidat à la présidence des États-Unis en 1896.

Le protectionnisme a un long passé. Du fait de pressions politiques, les gouvernements de pays industriels et en développement protègent leurs producteurs contre les importations, notamment dans les secteurs du textile, de l'automobile et de l'agriculture. Dans certains pays, les agriculteurs bénéficient de mesures protectionnistes bien qu'ils ne soient pas nombreux, parce qu'ils ont un poids électoral disproportionné. À un problème politique, c'est une solution politique qui s'impose.

M. Bruce Stokes tient la rubrique d'économie internationale de l'hebdomadaire National Journal.

Le protectionnisme, c'est-à-dire l'ensemble des mesures qu'un État prend pour protéger ses producteurs nationaux contre la concurrence étrangère, est profondément enraciné dans la politique des pays du monde entier. Produit d'intérêts particuliers

et reflet de l'inquiétude de la population face au changement, il s'accompagne d'un coût économique élevé.

Ni la résistance à la libéralisation des échanges ni ses racines politiques ne sont guère récentes. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne appliqua des droits de douane pour protéger ses agriculteurs et ses propriétaires terriens contre les importations de céréales bon marché. Toutefois, ces droits de douane firent monter le prix des denrées alimentaires dans les villes, au grand dam des industriels qui furent obligés d'augmenter les salaires de leurs ouvriers pour que ceux-ci aient de quoi s'acheter à manger. En 1846, après d'âpres débats à n'en plus finir au Parlement, les lois sur les céréales furent abrogées, et l'ascendant politique de la classe moyenne prit son essor.

De même, les querelles sur les droits de douane dominèrent le paysage politique des États-Unis pendant

la plus grande partie du XIX^e siècle. Pendant le prélude à la guerre de Sécession (1861-1865), les États industriels du Nord réclamaient l'application de droits de douane élevés pour protéger leurs intérêts naissants dans le secteur industriel contre la concurrence européenne. Les États du Sud, qui importaient la plupart de leurs produits de consommation, du linge de maison au matériel agricole, voulaient que les droits de douane restent faibles. Preuve de l'importance que revêtait cette question, le président des États sécessionnistes, les États confédérés d'Amérique, Jefferson Davis, consacra la plus grande partie de son discours d'investiture, en 1861, non pas à l'esclavage, mais à la nécessité d'adopter des droits de douane peu élevés.

Quelque soixante-quinze ans plus tard, la réponse politique à la crise de 1929 prit la forme du protectionnisme à l'échelle mondiale. Pendant la campagne présidentielle de 1928 aux États-Unis, le candidat républicain, Herbert Hoover, s'engagea à relever les droits de douane sur les importations agricoles pour venir en aide aux agriculteurs américains, qui pâtissaient depuis des années de la baisse des prix des produits de base. Quand le texte de loi promis par Hoover commença à faire son chemin au Congrès, les groupes d'intérêt du secteur industriel en profitèrent pour faire passer des mesures protectionnistes en leur faveur.

Ainsi naquit en juin 1930 la loi Smoot-Hawley Tariff, qui porta tous les droits de douane perçus par les États-Unis à un niveau sans précédent. Par mesure de rétorsion, les pays étrangers augmentèrent les leurs, et le commerce mondial enregistra un mouvement de repli. En 1934, le volume des échanges représentait le tiers seulement de celui de 1929.

LE TEXTILE ET L'HABILLEMENT

À l'ère moderne, après plus de cinquante ans de négociations commerciales internationales, le protectionnisme prend heureusement une forme beaucoup moins extrême, mais il reste aussi politique qu'avant. Les



Manifestation d'agriculteurs en France, où le régime politique accorde une influence électorale disproportionnée à cette catégorie de la population.

intérêts agricoles, industriels et du secteur des services continuent de résister à la libéralisation parce qu'ils veulent préserver leur emprise sur le marché et qu'ils craignent la baisse des prix et les innovations technologiques associées à la concurrence étrangère.

Le degré de protection accordé jusqu'à une date récente au secteur du textile et de l'habillement dans tous les pays du monde est un exemple classique de la défense de droits acquis contre les importations. Les premières restrictions adoptées dans le secteur des tissus et des vêtements apparurent dans les années 1950, quand les pays en développement commencèrent à entrer en concurrence avec les producteurs européens et des États-Unis. L'Accord multifibres adopté en 1974 prévoyait des contingents d'importation pour des produits précis ainsi que des droits de douane sur l'ensemble des produits visés. Ces mesures protectionnistes coûtèrent aux consommateurs américains plus de 20 milliards de dollars par an par suite de la hausse des prix des chemises, des pantalons et des sous-vêtements. Pour sa part, la Banque mondiale a calculé que chaque emploi américain ou européen préservé par ces restrictions à l'importation priva de travail 35 ouvriers dans les pays pauvres.

Pour autant, du fait de l'influence politique des fabricants américains et européens de textiles et de vêtements ainsi que des syndicats qui représentaient leurs travailleurs, ces restrictions restèrent en place jusqu'en 1993, année où les pays riches consentirent finalement

© AP Images/Claude Paris

à les lever. Il fallut cependant attendre encore dix ans pour qu'elles soient bel et bien enterrées. C'est donc en 2005 seulement, plus de cinquante ans après la mise en place des mesures protectionnistes, que le commerce des textiles et de l'habillement fut enfin libéralisé. Néanmoins aujourd'hui encore, ces produits restent assujettis à des droits de douane extrêmement élevés.

LA PROTECTION DU SECTEUR DE L'AUTOMOBILE

Le protectionnisme peut également viser les produits haut de gamme, véhicules automobiles par exemple, secteur qui a été protégé à un moment ou à un autre par des intérêts politiques puissants au Japon, en Corée, en Chine et aux États-Unis.

Dans les années 1970 et 1980, l'industrie automobile des États-Unis commença à se heurter à la concurrence étrangère quand les fabricants japonais firent leur entrée remarquée sur le marché américain. Inquiets devant la part croissante du marché que détenaient ces derniers, les trois grands constructeurs américains (Ford, Chrysler et General Motors) finirent par convaincre l'État fédéral de limiter le nombre de véhicules que le Japon pouvait exporter aux États-Unis. En 1981, le gouvernement Reagan imposa cette restriction, pourtant contraire à ses principes fidèles à l'économie de marché, parce que l'industrie automobile et celle des pièces détachées étaient de gros employeurs. En outre, les travailleurs de ce secteur étaient concentrés dans un certain nombre d'États clés (le Michigan, l'Ohio et l'Illinois) qui exerçaient une grande influence au Congrès et sur les élections présidentielles.

La limitation des importations autorisées chaque année eut pour effet pernicieux d'encourager les fabricants japonais à modifier la composition de leurs exportations de véhicules aux États-Unis : ils exportèrent davantage de modèles de luxe, où la marge de profit était la plus grande, et moins de petites voitures bon marché. D'après les estimations, le contingentement des importations, qui atteignit son niveau maximal au début des années 1980, rapporta 5 milliards de dollars de bénéfices supplémentaires aux fabricants japonais, lesquels vendaient au prix fort le nombre limité des véhicules admis aux États-Unis. Malgré cette mesure protectionniste, l'industrie automobile américaine continua de céder du terrain aux producteurs japonais parce que les sociétés Toyota, Nissan et Honda se mirent à fabriquer leurs véhicules aux États-Unis, contournant ainsi la barrière commerciale qui avait été érigée contre elles.

Les États-Unis ne sont pas le seul pays à se doter

de mesures protectionnistes en réponse à des pressions politiques. En Corée du Sud, par exemple, les constructeurs automobiles du Japon, d'Europe et des États-Unis n'ont vendu que 30 000 véhicules en 2005, soit tout juste 3,3 % du marché sud-coréen. Cette même année, les fabricants sud-coréens ont vendu plus de 1,5 million de véhicules à l'étranger. L'application d'un droit de douane de 8 % et d'une taxe en fonction de la cylindrée du véhicule rajoute environ 9 000 dollars au prix d'une voiture importée, d'une valeur de 30 000 dollars. En outre, jusqu'à une date récente, l'État sud-coréen soumettait à un contrôle fiscal la déclaration de revenus de toute personne qui avait acheté une voiture importée, ce qui décourageait à coup sûr l'achat d'une marque étrangère.

UN POIDS ÉLECTORAL DISPROPORTIONNÉ

La capacité qu'ont les groupes d'intérêt d'influencer la politique commerciale - reste à savoir s'ils peuvent continuer sur leur lancée - s'explique essentiellement par le régime constitutionnel dans lequel cette politique commerciale est élaborée, par la modification de l'équilibre politico-économique au sein des États modernes et par l'évolution de l'opinion publique sur les questions commerciales à travers le monde. Les groupes d'intérêt arrivent souvent à manipuler les institutions politiques parce qu'elles reflètent des réalités économiques et politiques révolues.

Aux États-Unis, les membres de la Chambre des représentants représentent le peuple. On compte environ un représentant pour environ 647 000 habitants. Les membres du Sénat représentent les États fédérés. Il y a deux sénateurs pour chaque État, indépendamment de la taille de sa population. Cet arrangement est le fruit d'un compromis conclu au XVIII^e siècle, quand la Constitution était en cours de rédaction et que ses rédacteurs tentaient d'équilibrer les intérêts des petits États et des grands États. Le résultat, au XXI^e siècle, c'est que les intérêts agricoles exercent une influence disproportionnée au Sénat et que les sénateurs sont en général favorables aux subventions agricoles, qui peuvent avoir un effet de distorsion sur les échanges.

Il n'y a pas qu'aux États-Unis que la Constitution du pays tend à privilégier le protectionnisme. Bien que les agriculteurs représentent moins de 4 % de l'électorat français, leur taux élevé de participation fait qu'ils déposent 8 % des bulletins de vote lors des élections nationales. Qui plus est, le régime électoral français leur donne une possibilité disproportionnée d'occuper des



Des agriculteurs japonais s'opposent aux accords commerciaux visant à accroître l'ouverture du marché agricole de leur pays à la concurrence étrangère.

postes électifs. Plus du tiers des maires du pays sont des cultivateurs, retraités ou actifs. Et comme les sénateurs sont élus au suffrage indirect par les représentants des communes, on ne s'étonnera pas d'apprendre que les agriculteurs sont surreprésentés dans la chambre haute du Parlement. L'écart entre le pourcentage d'agriculteurs au Sénat et la proportion des agriculteurs dans l'ensemble de la population a pratiquement doublé au cours des quarante dernières années.

Par ailleurs, la nature même du régime électoral français fait qu'il est difficile à un candidat présidentiel de négliger les intérêts agricoles. Le principe du scrutin de ballottage, qui prévoit un second tour quand aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, confère aux agriculteurs (dont l'écrasante majorité adhère à des partis politiques de droite) une influence considérable dans le choix du candidat conservateur. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, par exemple, près du quart des suffrages en faveur de M. Jacques Chirac, le candidat de la droite conservatrice, avaient été exprimés par les agriculteurs. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que le président Chirac ait souvent été considéré comme le produit de l'agriculture organisée.

Les particularités du régime politique français permettent à d'autres secteurs robustes à dimension régionale, tels le textile et l'électronique, d'exercer des pressions du même ordre. Cet état de fait contribue à

affaiblir la principale organisation du patronat français et à bâillonner l'opposition au groupe de pression agricole et aux forces du protectionnisme.

De même, à l'Assemblée nationale sud-coréenne, les électeurs ruraux sont « surreprésentés », leur poids électoral étant trois fois supérieur à leur proportion dans la population. Leur influence disproportionnée est à l'origine de l'application de droits de douane élevés sur les importations de produits alimentaires, ce qui oblige les consommateurs coréens à acheter la viande de bœuf, les fruits et les légumes à des prix parmi les plus élevés au monde.

Toutefois, l'expérience du Japon donne à penser que la modification des dispositions

constitutionnelles peut transformer les facteurs politiques qui servent de base au protectionnisme. Jusque dans les années 1980, le découpage des circonscriptions électorales pour l'attribution de sièges à la Diète japonaise reflétait la distribution de la population telle qu'elle était dans les années suivant la Seconde Guerre mondiale, quand seulement le tiers de la population vivait en milieu urbain. Or, dans les années 1980, les trois quarts des Japonais étaient des citadins. Du coup, il fallait cinq fois plus de suffrages de citadins que d'électeurs ruraux pour élire un membre de la Diète. L'influence de ces derniers explique non seulement l'application d'un droit de douane de 700 % sur le riz, mais aussi le fait que le secteur agricole japonais est le plus protégé au monde.

Toutefois, en 1994 une réforme électorale a considérablement réduit la disparité qui existe entre les électeurs des villes et ceux des campagnes en matière de représentation parlementaire. Ce rééquilibrage a amené le Parti démocratique libéral, qui avait dominé le paysage politique après la Seconde Guerre mondiale, à transformer sa base, aujourd'hui urbaine et suburbaine, et non plus rurale, ce qui a des conséquences sur son ordre de priorité en matière de politique générale. Les citadins bénéficient aujourd'hui des subventions naguère destinées aux agriculteurs et, si l'économie japonaise est encore loin d'être ouverte, le fait est que le Japon n'a jamais autant importé.

L'AMBIVALENCE DE L'OPINION PUBLIQUE

La politique des échanges se ressent aussi de la profonde ambivalence de l'opinion publique envers le commerce international.

En principe, où qu'ils habitent, les gens pensent que la mondialisation est une bonne chose pour leur famille et pour leur pays. Dans 25 des 44 pays ayant fait l'objet d'un sondage en 2002 dans le cadre d'une étude du Centre de recherche Pew, au moins 60 % des personnes interrogées se prononçaient en ce sens. Ce sont les Africains, pourtant les habitants du continent le plus pauvre, qui se montraient les plus optimistes. Sept Ougandais sur 10 qualifiaient l'élargissement du commerce international de bonne chose pour leur pays. Environ les deux tiers des Nigériens partageaient ce point de vue. Par ailleurs, plus de la moitié des Vietnamiens, dont le pays a le deuxième taux de croissance économique le plus élevé d'Asie, avaient une opinion favorable de la mondialisation.

Un sondage plus récent effectué par le Fonds Marshall allemand a révélé une certaine ambivalence en Europe et aux États-Unis face aux échanges commerciaux. Sept Américains sur 10 se disaient favorables au commerce international en 2006, contre les deux tiers d'entre eux en 2005. Et les Européens étaient encore plus nombreux à penser de la sorte : ils étaient 3 sur 4, contre 2 sur 3 auparavant. Toutefois, plus de la moitié des Français et près du tiers des Américains sont hostiles à la poursuite de la libéralisation des échanges. Et la moitié des Allemands, ainsi que 60 % des Américains et des Français, pensent que cette libéralisation fait perdre plus d'emplois qu'elle n'en crée.

Somme toute, il semblerait qu'Américains et Français soient libres-échangistes par principe et protectionnistes dans la pratique. Ceux-là même qui se rallient au libre-échange en tant que concept philosophique plaident pour l'application de droits de douane sur les importations d'acier, par exemple, quand il s'agit de conserver des emplois chez eux.

La tragédie du protectionnisme se mesure à l'aune du coût économique qu'elle impose à l'économie nationale, en particulier celle des pays pauvres. Selon des études effectuées récemment par la Banque mondiale, la suppression des barrières protectionnistes dans les pays en développement a fait progresser la croissance de 1,2 à 2,6 %. En outre, la libéralisation des échanges a entraîné dans son sillon l'accélération des investissements et des exportations de biens et de services.

Nonobstant ces avantages économiques, les racines politiques et le long passé du protectionnisme portent à croire que les barrières commerciales continueront d'entraver la prospérité économique dans un avenir prévisible et qu'une solution politique s'impose. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Les pays en développement doivent ouvrir leur marché les uns aux autres

David Dollar



© AP Images/Teh Eng Koon

Les Malaisiens qui veulent acheter une voiture ont un plus grand choix depuis que leur pays a ouvert son marché aux importations en provenance d'autres pays de l'Asie du Sud-Est.

La moitié des avantages que les pays en développement retireraient des négociations commerciales multilatérales actuellement dans l'impasse proviendraient de l'ouverture accrue de leur marché les uns aux autres. Ces pays ont plus à gagner de l'abaissement de leurs propres barrières au commerce agricole que de celui des barrières érigées par les pays riches, encore que ces derniers doivent agir en ce sens.

En effet, les deux tiers des droits de douanes payés par les pays en développement sur les biens industriels sont versés à d'autres pays en développement, et la libéralisation accrue des échanges pourrait attirer des investissements étrangers et promouvoir la croissance économique de ces pays. Pour mener à bien les négociations commerciales du cycle de Doha, les pays en développement devront faire preuve d'un courage politique réel: c'est particulièrement vrai pour les grands pays en développement qui ont déjà tant tiré parti de la mondialisation.

M. David Dollar est directeur de pays pour la Chine et la Mongolie à la Banque mondiale.

Le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha est dans l'impasse et risque bien de ne pas aboutir. Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), cette série de négociations sur la libéralisation des échanges était censée être « le cycle du développement » et apporter des avantages en particulier aux pays en développement, lesquels regroupent 1 milliard d'habitants qui vivent avec moins de 1 dollar par jour et 2,6 milliards qui disposent de moins de 2 dollars. Comment une nouvelle série de mesures de libéralisation commerciale aiderait-elle les pays pauvres ?

L'OUVERTURE DES MARCHÉS AGRICOLES

La question la plus évidente, et celle qui retient le plus l'attention, a trait au protectionnisme agricole des pays riches. Le Japon protège son marché du riz et d'autres denrées. Les États-Unis et l'Europe subventionnent et protègent leurs agriculteurs. La libéralisation

complète du marché agricole des pays riches se traduirait immédiatement par un gain annuel de 26 milliards de dollars pour les pays en développement, selon des estimations récentes de la Banque mondiale. Cette somme représente environ la moitié des apports annuels d'aide des pays riches aux pays pauvres. C'est dire l'importance que revêt l'ouverture des marchés agricoles dans les pays riches.

Un autre aspect, dont on parle moins, est le fait que l'ouverture du marché agricole des pays en développement se traduirait pour ces derniers par des gains du même ordre, voire légèrement supérieurs, aux alentours de 28 milliards de dollars par an. Ceci s'explique en partie par le fait que la libéralisation des échanges permettra à chaque pays d'accroître son offre de biens et de services qu'il produit de manière efficace et de les vendre à meilleur prix. Un autre avantage qui découle des échanges, c'est que les consommateurs achèteront à moindre prix les biens et les services dont la production n'est pas particulièrement rentable dans leur pays.

De surcroît, la libéralisation dans les pays en développement aurait pour effet de stimuler les échanges Sud-Sud (c'est-à-dire les échanges entre pays en développement), ce qui procurerait des avantages à d'autres pays pauvres. Là où elle est réalisable, la libéralisation du marché des denrées de consommation courante peut en particulier faire reculer la pauvreté dans la mesure où ces produits représentent une grande partie des dépenses des ménages pauvres des pays en développement.

LA BAISSÉ DES DROITS DE DOUANE SUR LES PRODUITS INDUSTRIELS

Si le dossier de l'agriculture retient une attention considérable dans le cadre des négociations commerciales, il faut noter que la libéralisation accrue du marché des produits industriels mérite tout autant notre intérêt. Beaucoup de pays en développement sont aujourd'hui des producteurs efficaces de biens industriels, en particulier dans les secteurs du textile et de l'électronique, à forte intensité de main-d'œuvre. En fait, 80 % des exportations des pays en développement portent sur des produits industriels.

C'est dans les pays riches que se trouvent les marchés des produits industriels les plus vastes, mais les droits de douane perçus sur les importations y sont déjà relativement faibles. À l'heure actuelle, environ les deux tiers de tous les droits de douane payés par les producteurs des pays en développement sur les produits industriels

sont versés à d'autres pays en développement parce que les taux de ces droits douane ont tendance à être plus élevés dans le tiers-monde.

Dès lors, les pays en développement ont beaucoup à gagner à s'ouvrir les uns aux autres. Les entreprises rentables pourront ainsi accroître leur production et parvenir à des économies d'échelle, et on assistera à une spécialisation accrue, phénomène que l'on a observé ces dernières dizaines d'années dans le contexte de l'intégration européenne.

L'expression de « cycle de développement » peut amener d'aucuns à penser que l'objectif principal de ces négociations consiste à obtenir des pays riches qu'ils suppriment leurs obstacles à l'importation de biens en provenance des pays pauvres. Or, une telle démarche à elle seule ne procurerait aux pays en développement que la moitié des avantages que ceux-ci sont en droit d'attendre d'un système commercial encore plus ouvert. La moitié des avantages dont ils pourraient bénéficier découleraient de l'amélioration de leur accès au marché des autres pays en développement.

DES AVANTAGES DYNAMIQUES

Les avantages dont j'ai parlé jusqu'à présent correspondent à ce que les économistes qualifient d'« avantages statiques » - autrement dit, des gains susceptibles de se manifester rapidement en fonction des capacités actuelles de production. La libéralisation complète des échanges amènerait les pays industriels à réduire leur production de certaines denrées agricoles, tandis que cette production prendrait de l'essor dans les pays en développement suffisamment pourvus en terres cultivables et en eau. De même, les pays en développement parviendraient à accroître leur production et leurs exportations de produits industriels à forte intensité de main-d'œuvre, alors que les pays industriels se tourneraient davantage vers la production de machines lourdes, de produits à forte composante technologique et de services. Mais par-delà ces avantages statiques, il existe aussi d'importants avantages dynamiques. Difficiles à quantifier, ces effets dynamiques l'emportent, il est permis de le croire, en importance sur les avantages statiques.

Ce qu'on entend par l'expression « avantages dynamiques », c'est que le fait d'entrer en rapport avec le marché mondial tend à stimuler les innovations et l'accroissement de la productivité au niveau de l'entreprise. Les innovations ne se limitent pas aux grands progrès technologiques ; la plupart du temps, elles se manifestent



© AP Images/Ben Curtis

Cette usine de confection du Lesotho aura beaucoup à gagner de la suppression des droits de douane sur les exportations et les importations dans les États membres de l'Union douanière de l'Afrique australe.

sous la forme de modestes modifications des procédés techniques ou des produits d'une entreprise. Les entreprises qui fonctionnent dans un marché protégé ont tendance à se reposer sur leurs lauriers, alors qu'un marché concurrentiel de grande envergure devient un vivier de bonnes idées et stimule la production de haute qualité.

Par ailleurs, un marché vaste permet une division plus fine du travail. Un pays en développement qui abaisse ses barrières à l'importation de produits industriels va normalement constater que ses entreprises s'inséreront dans des réseaux mondiaux de production au sein desquels les composants et les activités nécessaires à l'élaboration finale d'un produit proviennent de divers pays.

Pour que les pays en développement participent à ces complexes réseaux mondiaux de production, il faut que leur climat en matière d'investissement soit propice au démarrage des entreprises et à leur expansion. En outre, ils doivent disposer d'une infrastructure de transport qui les relie au reste du monde et d'une administration douanière efficace.

Un dernier point à noter au sujet du cycle de Doha

concerne la libéralisation des services. Un grand nombre de services modernes contribuent à la création d'un climat favorable aux investissements : citons, entre autres, les services dans les domaines de la finance, de l'assurance, de la logistique, de la gestion portuaire et des transports. En libéralisant l'importation de ces services modernes, les pays en développement peuvent améliorer leur climat en matière d'investissement pour que leurs entreprises puissent tirer plus facilement parti des débouchés sur le marché mondial.

LES DIRIGEANTS POLITIQUES DOIVENT FAIRE PREUVE DE COURAGE

Un cycle de libéralisation commerciale de grande envergure se traduira par des avantages pour tous les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce. Si c'est vrai, pourquoi leur est-il si difficile de se mettre d'accord ?

Tout le monde le sait : le problème politique de la libéralisation des échanges, c'est que l'ouverture des marchés, si elle apporte des avantages diffus à l'ensemble de la population, impose aussi des coûts d'ajustement

élevés dans certains secteurs précis de l'économie. Bien évidemment, les agriculteurs des pays riches qui bénéficient de mesures de protection plaident contre la libéralisation des échanges dans leur secteur. Les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire des pays en développement, elles-mêmes protégées, en font autant. Il faut donc que les dirigeants politiques de chaque pays fassent preuve de courage pour parvenir à un accord.

C'est une question de bon sens et d'humanité que de se soucier des perdants et de concevoir dans toute la mesure du possible des plans de compensation à même de leur faciliter la transition. Beaucoup de pays se sont dotés de programmes d'aide à l'ajustement pour aider les travailleurs à se recycler ou à s'installer ailleurs, en leur donnant ainsi les moyens de tirer parti des débouchés nés de l'expansion du commerce.

D'autres cycles de libéralisation des échanges sont sortis de l'impasse à la dernière minute. Dans l'intérêt des pays pauvres, il faut espérer que des dirigeants politiques courageux seront de part et d'autre à la hauteur des enjeux. L'aboutissement des négociations de Doha exige que l'on fasse de gros progrès sur le dossier du protectionnisme agricole des États-Unis, de l'Europe et du Japon. Toutefois, les pays en développement doivent aussi faire preuve de courage politique, en particulier dans les grands pays en développement qui ont déjà beaucoup profité de la mondialisation. La poursuite de la libéralisation des échanges pour les produits industriels et les services répond indiscutablement à l'intérêt des pays en développement, mais les dirigeants de ces pays devront en convaincre leurs concitoyens et trouver les moyens de venir en aide aux travailleurs temporairement lésés pendant la phase de transition. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis ni les vues de la Banque mondiale et de ses États membres.

Apaiser les craintes des travailleurs relatives à la libéralisation des échanges

David Feldman



© AP Images/Edgard Garrido

Les travailleurs des pays en développement, comme cet ouvrier du Nicaragua, ont besoin non seulement d'un filet de sécurité de base, mais aussi d'un système éducatif capable de les former pour qu'ils s'adaptent aux mutations rapides.

L'économie mondiale a beau être en expansion, il n'empêche: les travailleurs et les gouvernements qui les représentent ressentent une inquiétude croissante face au libre-échange. La plupart des changements survenus sur le lieu de travail qui aboutissent à des suppressions d'emplois sont attribuables aux progrès technologiques, mais ce sont les importations qui sont le plus souvent mises au banc des accusés. S'engager dans la voie du protectionnisme, c'est se fourvoyer. Il existe de meilleures solutions à la portée des gouvernements qui veulent apaiser les craintes des travailleurs.

M. David Feldman est professeur d'économie à l'université William and Mary située à Williamsburg, en Virginie.

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, M. Pascal Lamy, a exhorté la communauté internationale à donner un second souffle aux négociations du cycle de Doha parce qu'il craint que l'échec de ces négociations ne compromette le régime commercial multilatéral fondé sur des règles. Le nœud du problème dépasse les questions concrètes qui sont en jeu dans les négociations. Dans les pays industriels comme dans les pays en développement, l'idée selon laquelle

l'intégration économique mondiale apporte des avantages sociaux est de plus en plus souvent remise en question. Dès lors, le recours aux pratiques discriminatoires et à effet de distorsion sur le commerce, à titre d'outil de politique discrétionnaire, est devenu une pratique de plus en plus fréquente dans un grand nombre de pays.

L'adoption de mesures antidumping, l'application à titre temporaire de droits de douane ou de contingents en cas d'une très forte augmentation des importations, l'octroi de subventions à la production et la mise en place d'une réglementation qui entraîne la distorsion des échanges se comprennent facilement quand la croissance économique stagne. Lorsqu'une économie en expansion ne parvient pas à créer facilement des débouchés pour absorber rapidement la main-d'œuvre disponible dans les autres secteurs, les concessions commerciales et les chocs économiques, seuls ou conjugués, peuvent entraîner des pertes dans les entreprises exposées à la concurrence des importations, en particulier parmi les travailleurs dont les compétences et l'expérience sont spécifiques à leur emploi actuel. De telles mesures peuvent servir à préserver le statu quo.

Toute contraction rapide, où qu'elle se produise

dans un secteur tant soit peu étendu, s'accompagne d'un coût politique, mais l'érosion de la confiance dans l'ouverture des marchés à travers le monde et dans les règles multilatérales peut surprendre quand la croissance économique est dans l'ensemble robuste. La clé du mystère réside dans l'accélération des mutations technologiques.

LES MUTATIONS TECHNOLOGIQUES ET L'INQUIÉTUDE DES TRAVAILLEURS

Ces soixante dernières années, nous avons été témoins d'importantes innovations techniques qui économisent de la main-d'œuvre. Dans la plupart des pays industriels, la productivité affiche une hausse moyenne de 3 à 5 % par an depuis 1950. Dans le même temps, l'emploi dans le secteur industriel n'a guère progressé, quand il n'a pas reculé. Du coup, la proportion des salariés qui travaillent dans le secteur industriel a diminué au profit du secteur des services.

Par ailleurs, la baisse mondiale des coûts de transport contribue à l'augmentation du volume des produits industriels qui sont vendus sur le marché mondial, et, depuis une période relativement récente, l'externalisation amène les entreprises dans de nombreux pays à restructurer leurs opérations.

Les changements structurels se produisent à la même vitesse dans bien des pays en développement à mesure que les villes se développent et que l'agriculture traditionnelle et l'industrie artisanale cèdent du terrain à la spécialisation dans la perspective du marché mondial.

Tous ces chocs font qu'un nombre croissant de secteurs de l'économie se sentent menacés par la concurrence internationale, réelle ou potentielle, point de vue qui est courant dans des pays à divers stades de développement économique.

Une deuxième question, connexe, a trait à la crainte que l'accroissement des échanges entre les pays développés et ceux moins développés du monde ne soit la cause principale du creusement de l'inégalité des revenus aux États-Unis et du taux élevé de chômage en Europe. Pourtant, comme M. Paul Krugman, professeur d'économie à l'université Princeton, et d'autres encore le font remarquer, la cause probable de ce phénomène est la baisse de la demande interne de main-d'œuvre non qualifiée, cette baisse étant liée aux mutations technologiques qui favorisent les travailleurs très qualifiés. L'intégration économique internationale a peut-être légèrement influencé la cadence des mutations sur le marché du travail, mais celles-ci se seraient produites de toute façon.

Pour autant, l'angoisse que suscite la précarité de l'emploi se cristallise sur la libéralisation des échanges en partie parce que les suppressions d'emplois s'avèrent souvent coûteuses dans les branches d'activité qui se heurtent à une forte concurrence face aux importations. Toutefois, il ne faut pas que les États réagissent à cette insécurité en abandonnant leur attachement raisonné à l'ouverture sur le marché mondial et en s'appuyant plus lourdement sur le protectionnisme administratif et d'autres mesures visant à favoriser des entreprises ou des secteurs précis de l'économie.

LES ÉCUEILS D'UNE SOLUTION PROTECTIONNISTE

La concurrence la plus importante qui se livre à l'intérieur d'un pays oppose non pas des entreprises nationales à des rivales étrangères, mais des entreprises nationales entre elles qui se disputent une main-d'œuvre et des capitaux en quantité insuffisante. Les barrières commerciales et les subventions nationales parviennent peut-être à accroître la production, l'emploi et les bénéfices dans certaines branches d'activité, mais elles le font au détriment d'autres entreprises nationales qui ne sont pas avantagées par les subventions ni par les mesures de protection. Et si les bénéfices des entreprises favorisées proviennent de la hausse des prix sur le marché national plutôt que de l'accroissement de la productivité, cela signifie que des tiers dans le pays y perdent de leurs deniers. Autrement dit, le revenu national n'augmente pas.

De telles mesures dressent les consommateurs et les entreprises importatrices d'intrants intermédiaires contre les fabricants de produits concurrents des importations, lesquels ont souvent des relations politiques haut placées. Souvent opaques et issues de travaux menés dans les coulisses, les mesures protectionnistes élargissent le rayon d'action des groupes de pression. Cette recherche de bénéfices excessifs, improductive sur le plan social, a souvent pour effet de redistribuer le revenu au détriment des habitants les plus démunis et de détourner des ressources, maigres au demeurant, des secteurs susceptibles d'encourager fortement la croissance économique.

Un avantage de l'ouverture aux échanges, c'est que les prix sur le marché mondial nous renseignent mieux sur la pénurie des denrées que les prix déformés par l'intervention de groupes de pression. De même, ils incitent davantage les consommateurs et les entreprises du pays à utiliser les ressources de manière à maximiser la valeur du revenu national. Dans les pays dont l'économie est plus ouverte, entreprises et consommateurs ont souvent une plus grande gamme de choix de biens de meilleure

qualité, et la diffusion des technologies se produit à une cadence plus rapide si celles-ci sont intégrées à des intrants importés ou à des investissements étrangers.

Un autre avantage, c'est que l'ouverture aux échanges diminue l'emprise sur le marché que les industries nationales à forte concentration ont dans leur pays. L'ouverture est une politique de la concurrence très efficace. Cette remarque s'applique particulièrement aux pays en développement de petite taille dans lesquels beaucoup de branches d'activité ne comptent qu'une ou deux grandes entreprises.

QUELLE EST LA MEILLEURE FAÇON DE RÉAGIR ?

Dans les pays au secteur public bien développé, on peut s'attaquer à la précarité de l'emploi en mettant en place un certain nombre de programmes. D'anciens outils, tel le programme d'aide élargie à l'ajustement commercial, qui octroie des ressources au recyclage professionnel des travailleurs licenciés pour des raisons commerciales, peuvent mieux faire accepter les accords commerciaux par des corps législatifs sceptiques. Malheureusement, de tels programmes pèchent par leur complexité administrative, et ils n'atteignent pas toujours les travailleurs qui ont le plus besoin d'aide ou qui pâtissent le plus de la conjoncture commerciale. Les programmes les plus susceptibles de revitaliser la libéralisation des échanges sont ceux qui s'attaquent directement aux causes de l'inquiétude des travailleurs et qui touchent le plus grand nombre d'entre eux.

Dans un document d'orientation de l'Institut Peterson d'économie internationale, Mme Lori Kletzer, de cet institut, et M. Robert Litan, de l'Institut Brookings, prônent la mise en place d'un nouveau filet de sécurité pour tous les travailleurs licenciés. Une assurance-salaire et une assurance-maladie subventionnée en faveur des travailleurs qui sont réembauchés forment les deux piliers de leur proposition. Même si celle-ci s'applique aux États-Unis, l'idée de la fourniture d'une assurance sociale visant à protéger les travailleurs contre leurs plus grandes craintes quand ils perdent leur emploi a de quoi séduire. L'assurance-chômage actuelle ne fait rien pour atténuer la peur de la diminution de salaire qui accompagne les réembauches, et le versement des indemnités uniquement au moment de la reprise des travailleurs aurait tendance à raccourcir la durée du chômage et à accélérer l'acquisition de nouvelles compétences sur le lieu de travail.

Une autre formule consiste à élargir le recours aux incitations fiscales à l'appui du recyclage. Les entreprises pourraient étaler les coûts de la formation sur plusieurs années, et les travailleurs pourraient bénéficier de

déductions ou de crédits d'impôt pour les dépenses éducatives associées à leur participation à des programmes qui remplissent les conditions nécessaires.

Dans un grand nombre de pays en développement, le secteur public a le bras beaucoup moins long, et il y a clairement des mesures auxquelles le gouvernement devrait accorder un plus haut rang de priorité qu'il ne le fait pour la politique industrielle ou la gestion du commerce extérieur. L'une de ces mesures devrait être l'élaboration d'une législation fiscale judicieuse et dépourvue d'ambiguïté et dont l'application relèverait d'un appareil judiciaire indépendant et impartial de manière à faciliter la perception des recettes fiscales dans un souci d'efficacité et d'équité. En outre, l'élargissement de l'assiette de l'impôt permettrait aux États de percevoir davantage de recettes tout en allégeant la fiscalité, notamment par le biais de la diminution des droits de douane élevés sur les importations et des impôts également élevés sur les revenus, les lourdes ponctions fiscales incitant à la fraude et à la corruption des agents publics.

Une saine base des recettes fiscales donnerait aux pouvoirs publics des pays en développement les moyens d'entreprendre de nombreuses tâches qu'ils sont seuls à pouvoir assumer. Les jeunes ont besoin d'un cadre de base pour progresser dans leur scolarité, en particulier aux niveaux primaire et secondaire. L'avantage comparatif est un objectif mobile et, au vu de la rapidité des mutations survenues dans un passé récent, les travailleurs devront avoir des compétences polyvalentes qui leur permettront d'exercer une activité salariée dans un grand nombre de branches d'activité tout au long de leur vie professionnelle. Un plus grand nombre de personnes doivent avoir accès à des soins médicaux de base pour que leur vie active ne soit pas compromise par des maladies chroniques faciles à éviter. Enfin, toute personne devrait pouvoir compter sur un filet de sécurité sociale de base pour que l'angoisse en matière d'emploi ne tourne pas à la phobie des changements nés du marché mondial.

M. Pascal Lamy pourrait bien voir juste. Il y a effectivement un risque que l'échec des négociations de Doha ne déclenche l'adoption d'une série de mesures de repli, voire de tactiques du « chacun pour soi », tels les dévaluations de surenchère et l'accroissement des barrières protectionnistes. Ceci dit, l'avenir de l'intégration économique mondiale pourrait se jouer non pas tant à la table des négociations mondiales qu'en fonction de la réponse des pays face à l'inquiétude de leurs travailleurs. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Tirer les bonnes conclusions du protectionnisme

Gary Hufbauer et Costantino Pischedda

Les pays de l'Asie de l'Est ravagés par la guerre ont adopté pendant une certaine période une politique protectionniste pour relancer leur économie. Mais que les pays en développement d'aujourd'hui ne se méprennent pas. Ce n'est que quand le Japon, la Corée du Sud et Taïwan ont ouvert leur marché aux importations que leur économie a connu une expansion rapide. Les barrières protectionnistes qui subsistent n'ont fait qu'amoindrir leur succès considérable.

M. Gary Hufbauer est chargé de recherche principal à l'Institut Peterson d'économie internationale de Washington. M. Costantino Pischedda est chercheur adjoint à cet institut.



Les économistes ont constaté que la productivité du Japon a augmenté à mesure que les importations progressaient et que le protectionnisme s'atténuait.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Asie de l'Est est passée de la misère noire à une prospérité spectaculaire. Rétrospectivement, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan sont parfois montrés en exemples pour avoir favorisé la croissance au moyen du protectionnisme. Ces pays ont certes adopté à divers degrés une politique protectionniste pendant les dix premières années de l'essor qu'ils ont connu après la guerre. Si cela leur a réussi, font remarquer ceux que le libre-échange laisse sceptiques, pourquoi est-ce que les pays les plus pauvres de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine ne pourraient adopter aujourd'hui la même politique ?

LA THÉORIE

Les arguments théoriques en faveur du protectionnisme se fondent sur l'existence de lacunes dans l'économie de marché qui peuvent être corrigées par l'intervention des pouvoirs publics. En voici quelques exemples.

- Si les activités de l'entreprise A bénéficient à l'entreprise B sans que cette dernière ait à en subir le coût, par exemple en créant une main-d'œuvre dûment formée que l'entreprise B peut ensuite recruter, l'entreprise A n'effectuera probablement pas les investissements nécessaires en matière de formation. Les subventions de l'État contribuant à financer les efforts de formation de l'entreprise A pourraient alors bénéficier à l'ensemble du système de production.
- Si l'apprentissage par la pratique est une condition essentielle au succès, une entreprise ne peut être compétitive à l'échelle internationale qu'en acquérant une longue expérience de la production. Toutefois, pendant cette période d'apprentissage, l'entreprise risque de subir de lourdes pertes financières. En l'absence de prêts importants provenant d'établissements financiers tablant sur le long terme, l'aide des pouvoirs



© AP Images/Lee Jin-man

L'essor de la production à forte valeur ajoutée technologique de la Corée du Sud a suivi l'abandon par ce pays de barrières commerciales élevées.

publics peut-être nécessaire pour permettre à cette entreprise de démarrer.

- L'entreprise A (par exemple, une société d'extraction minière) ne sera rentable qu'à condition que l'entreprise B (par exemple, une société de chemin de fer) soit créée et vice versa. Les pouvoirs publics pourraient contribuer à coordonner les relations commerciales entre les deux entreprises.

Ces trois situations sont des exemples de lacunes du marché qui pourraient éventuellement justifier une intervention des pouvoirs publics. La véritable question consiste cependant à déterminer si ces éventualités théoriques sont importantes en pratique. Après tout, de nombreux autres arguments théoriques peuvent être invoqués par les adversaires du protectionnisme: la théorie de l'avantage comparatif de David Ricardo, la capacité avérée de la concurrence à doper la productivité et le risque que le protectionnisme favorise la corruption, comme cela a souvent été constaté.

LE CAS DU JAPON

Pendant la première phase de sa renaissance économique, entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la guerre de Corée (1945-1955), le Japon a connu une croissance rapide. L'État japonais a protégé des secteurs essentiels de l'économie dans le cadre d'une politique industrielle de vaste ampleur visant à ramener

l'industrie à son niveau d'avant la guerre. Sa politique était axée sur l'industrie lourde qui avait beaucoup pâti de la guerre, par exemple la sidérurgie, l'industrie chimique et les équipements de transport.

Rétrospectivement, le redressement du Japon a été facile parce que le savoir-faire, les compétences en matière de gestion et les réseaux industriels qui existaient avant la guerre étaient en grande partie intacts. Il manquait une épargne nationale et des devises étrangères pour reconstruire les usines et autres installations et pour obtenir des moyens de production et des technologies à l'étranger. L'intervention des pouvoirs publics a sans aucun doute accru l'épargne et permis d'obtenir des devises étrangères. La réalisation de ces objectifs a vraisemblablement accéléré, plus qu'elle n'a suscité, la relance de l'après-guerre.

Pendant la deuxième phase (du milieu des années 1950 au milieu des années 1980), l'économie japonaise s'est progressivement libéralisée (à l'exception de l'agriculture) tout en continuant à connaître une croissance économique rapide, et le Japon s'est vite imposé à l'échelle internationale dans le secteur de la technologie. Les restrictions commerciales ont peu contribué au succès durable du Japon. En fait, en considérant les différentes branches d'activité une par une, les économistes constatent une corrélation négative entre le protectionnisme et le succès des exportations du Japon.

De même, de 1955 à 1990, les économistes ont mis

en évidence une corrélation négative entre le degré de protectionnisme et la hausse de la productivité. Ils ont en revanche constaté une corrélation positive entre le niveau des importations et la croissance de la productivité. Cela s'explique par deux mécanismes au moins. Les importations de nouveaux ou meilleurs moyens de production intermédiaires accroissent le rendement des entreprises locales. En outre, les importations exposent les entreprises locales à la concurrence, ce qui incite leurs dirigeants à améliorer leurs résultats. La croissance japonaise, aussi satisfaisante qu'elle ait été, aurait été encore meilleure si les pouvoirs publics avaient moins protégé les entreprises nationales.

LE CAS DE LA CORÉE DU SUD

La guerre de Corée (1950-1953) a mis à mal les usines et l'infrastructure de la Corée du Sud, mais la main-d'œuvre qui a survécu était toujours aussi compétente après la guerre. Pendant la décennie suivante, l'État coréen a adopté une politique protectionniste, non seulement en érigeant d'importantes barrières commerciales, mais également en maintenant un taux de change surévalué. Dès le milieu des années 1960, les dirigeants coréens ont réorienté leur politique en s'ouvrant davantage sur l'extérieur. Diverses mesures incitatives, dans les secteurs du commerce, de la fiscalité, du crédit et des taux de change, ont favorisé les exportations du pays.

Entre 1961 et 1980, les exportations coréennes ont augmenté de près de 24 % en valeur réelle, tandis que leur part dans la production économique de la Corée passait d'environ 5 % à 33 %. Si la première phase de développement industriel avait été axée sur des branches d'activité exigeant une main-d'œuvre importante, au début des années 1970 la Corée passa à un stade de production à forte intensité de capitaux et de technologies. Aujourd'hui, la Corée est, comme on le sait, devenu un grand exportateur de produits électroniques, de machines et outils, d'acier et d'automobiles.

Toutefois, les mesures protectionnistes qui subsistaient ont amoindri les très bons résultats obtenus dans l'ensemble par ce pays. Des données portant sur 38 branches d'activité pendant la période allant de 1963 à 1983 font apparaître une corrélation négative entre le protectionnisme et la croissance de la productivité. « Sur la base des données recueillies en Corée, une faible intervention commerciale s'accompagne d'une croissance plus élevée de la productivité », explique le professeur Jong-Wha Lee, de l'université de Corée à Séoul. En

fait, l'évolution du protectionnisme coréen s'explique davantage par les intérêts des groupes de pression habituels que par des calculs de gain économique.

LE CAS DE TAÏWAN

La renaissance économique de Taïwan s'est réalisée en deux stades. Pendant le premier stade, allant de la fin de la guerre civile chinoise en 1949 à la fin des années 1950, le gouvernement taïwanais a érigé d'importantes barrières tarifaires et non tarifaires afin de limiter les importations et de promouvoir l'expansion de l'industrie nationale.

Durant le second stade (les années 1960 et 1970), les dirigeants taïwanais ont adopté une politique plus ouverte sur l'extérieur, en libéralisant considérablement les importations et en corrigeant la surévaluation de leur devise. Ils avaient compris que, en restant replié sur lui-même, leur pays allait voir ses perspectives de croissance se restreindre, en raison de la taille restreinte de son marché intérieur.

Pendant cette période d'ouverture vers l'extérieur, les exportations de Taïwan ont augmenté très rapidement. La part des exportations dans la production économique a explosé, passant de 8,5 % en 1952 à 44,5 % en 1976; les produits industriels représentaient moins de 8 % du volume total des exportations de 1955, mais dépassaient 91 % en 1976.

Durant ce second stade, Taïwan a gardé certaines barrières tarifaires (particulièrement importantes dans le secteur de l'agriculture), mais ce reliquat de protectionnisme était une concession accordée à des groupes de pression et non une contribution à la croissance économique. La croissance de Taïwan a eu lieu en dépit de ces mesures restrictives, et non grâce à elles. Des chercheurs ont montré dans le cadre de plusieurs études que le protectionnisme de Taïwan était motivé par des considérations politiques plutôt que par la nécessité de remédier à des lacunes de l'économie de marché.

LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE

Les conclusions à tirer de l'expérience du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan après la guerre sont claires : la période durable de croissance remarquable a coïncidé avec une libéralisation croissante des échanges, et non avec la persistance du protectionnisme. Après s'être dans un premier temps repliés sur eux-mêmes, ces trois pays ont ouvert leur économie à la concurrence étrangère. Ils ont ainsi obtenu des taux de croissance économique quasiment sans précédent. Le protectionnisme n'a pas

disparu du jour au lendemain, et diverses données indiquent que les mesures protectionnistes qui subsistaient ont légèrement atténué leurs excellents résultats.

Les partisans d'importantes barrières commerciales peuvent affirmer que la croissance de l'Asie de l'Est a débuté grâce à une politique protectionniste. Bien que cela soit vrai, cet argument n'établit cependant aucune distinction entre le début de ce processus de croissance et sa poursuite pendant une longue période. Dans ces trois pays, le développement économique a commencé au lendemain d'une guerre destructrice. La première phase de croissance économique a simplement consisté à ramener l'économie de ces trois pays de l'Asie de l'Est à son niveau d'avant la guerre.

Grand partisan de la croissance par les exportations, le professeur d'économie Béla Balassa, de l'université Johns Hopkins, aujourd'hui décédé, a souligné le rôle positif que les substitutions de produits nationaux aux importations ont joué pendant les premières années de la croissance coréenne et taïwanaise. Cependant, ce rôle positif du protectionnisme s'est limité à une courte période pendant laquelle la production nationale a remplacé les importations de produits de consommation. Une fois ce processus achevé, les pays de l'Asie de l'Est ont dû s'ouvrir au marché mondial, à la fois pour acquérir des moyens de production intermédiaires et pour vendre leurs produits à bien plus grande échelle. Pour ce qui est de la croissance de la production économique par habitant, ces années d'ouverture sur l'extérieur ont été bien meilleures que les années de substitution aux importations. Dans le cas de la Corée, par exemple, la croissance annuelle de la production économique par habitant a été de 2,2 % entre 1955 et 1965 et de 8,2 % dans la dizaine d'année qui a suivi.

Quasiment tous les pays en développement ont depuis longtemps passé le stade aisé de la substitution de produits nationaux aux importations. En 2006 (et non en 1946), la conclusion manifeste que ces pays peuvent tirer de l'expérience de l'Asie de l'Est est que la croissance durable passe par la réduction progressive des entraves au commerce international. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis ou les vues de l'Institut Peterson d'économie internationale.

Un modèle évident de réforme

Jonathan Kimball

La différence de niveau de développement économique existant entre les nombreux pays de l'ancien bloc soviétique qui ont ouvert leur marché avant de se joindre à l'Union européenne et les quelques pays qui ne l'ont pas fait est nette et symptomatique.

M. Jonathan Kimball est directeur du service de l'Europe centrale et de l'Europe du Sud-Est au ministère du commerce des États-Unis.



Située en Hongrie, cette usine Audi, qui produit 50 000 automobiles chaque année, illustre l'accueil favorable que ce pays réserve aux investissements étrangers.

Dix-sept ans après la chute du mur de Berlin, des démocraties dotées d'une économie de marché ont pris solidement racine en Europe centrale et orientale, notamment dans les pays baltes qui faisaient partie de l'ex-Union soviétique. L'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie sont toutes membres de l'Union européenne, à laquelle la Roumanie et la Bulgarie viennent également de se joindre le 1^{er} janvier 2007. L'appartenance à l'Union européenne témoigne de la reconnaissance internationale de la transformation de grande ampleur qui a eu lieu dans cette partie du monde, mais la libéralisation du commerce, qui était un élément

crucial des conditions d'adhésion à l'Union européenne, aura, à long terme, une portée encore plus grande sur les conditions de vie de la population de ces pays.

En revanche, trois anciens États soviétiques, la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine, qui, géographiquement parlant, sont les plus occidentaux des États membres de l'ex-Union soviétique non membres de l'Union européenne, n'ont pas adopté une politique de libéralisation du commerce dans la même mesure et n'ont par conséquent pas bénéficié des mêmes avantages. En fait, bien que leur économie se soit développée au cours des quinze dernières années, ils n'ont pas profité du même apport de capitaux et d'investissements étrangers que leurs voisins situés à l'Ouest. Cela s'explique en partie par des circonstances historiques différentes, par un manque d'engagement politique en faveur de réformes et, ce qui est peut-être le plus important, par l'absence d'une force persuasive en provenance de l'extérieur en faveur de la libéralisation du commerce, comme la probabilité d'une appartenance à l'Union européenne. Toutefois, ce qui a fait le plus défaut, c'est un engagement sérieux en faveur de la suppression des barrières non tarifaires qui limitent considérablement la croissance du commerce et des

investissements étrangers. Ces barrières agissent comme un mur protectionniste, favorisant les entreprises locales dotées des connaissances et des relations qui permettent l'accroissement de leur part de marché.

Ainsi, ce n'est qu'après que la Roumanie et la Bulgarie eurent commencé à s'attaquer sérieusement aux barrières non tarifaires telles que l'insuffisance de l'application du droit de la propriété intellectuelle, l'excès de fonctionnaires et de formalités administratives qui entrave la possibilité pour les entreprises de travailler avec l'État, l'absence de transparence des régimes de passation des marchés publics et la généralisation de la corruption, que leur économie a viré, que les investisseurs étrangers sont

arrivés en grand nombre et que la croissance due aux exportations a démarré.

Le modèle dont devraient s'inspirer des pays comme la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine est évident. C'est celui des pays de l'Europe centrale et orientale dont l'économie s'est développée précisément parce qu'ils l'ont ouverte à la concurrence étrangère, qu'ils ont réduit l'influence de l'État sur l'économie et qu'ils ont adopté des réformes structurelles de grande portée. Voici des exemples des principales réformes adoptées par ces pays.

- **La réduction des droits de douane:** cette réduction a été un important moyen d'introduire la concurrence dans le marché. Les biens de qualité supérieure et de prix inférieur chassent les entreprises peu efficaces du marché et exigent des méthodes de production novatrices et rentables de la part des entreprises qui restent en activité.
- **La libéralisation des prix:** bien qu'elle soit difficile à obtenir sur le plan politique, la libéralisation des prix est indispensable pour laisser jouer les forces du marché sur les producteurs de tous les secteurs, des biens de consommation à l'énergie. La suppression des subventions a également permis aux produits étrangers de pénétrer sur le marché sans se heurter à des obstacles supplémentaires à la libre concurrence.
- **La privatisation:** la diminution du rôle de l'État en matière de contrôle des moyens de production a permis aux entreprises de réagir efficacement au caractère cyclique du marché. La privatisation a également permis à l'État de se débarrasser des entreprises déficitaires qui grevaient lourdement son budget et elle a attiré les investisseurs.
- **L'établissement d'organismes de réglementation indépendants:** la réduction de l'influence de l'État sur les décisions en matière de réglementation a joué un rôle décisif dans l'établissement d'une économie de marché prévisible. La corruption et l'influence politique s'exercent trop facilement quand l'intervention



L'expansion économique est plus lente en Biélorussie que dans les pays voisins qui ont ouvert leur économie au commerce et aux investissements.

© ANDREI LIANKEVICH/epa/Corbis

de l'État sur le marché est importante, principalement dans le secteur financier et dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie.

- **Une politique budgétaire et monétaire judicieuse:** la maîtrise de l'inflation revêt une importance cruciale pour la prévisibilité et la stabilité d'un marché. Parallèlement, des dépenses publiques limitées, judicieuses et responsables sont extrêmement importantes pour guider l'introduction des principes du marché et pour en adoucir les effets.

Les résultats ont été très impressionnants. Selon le rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international pour septembre 2006, le produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant (en ce qui concerne la parité de pouvoir d'achat) a augmenté de 112 % entre 1993 et 2005 en Europe centrale et orientale. En revanche, la croissance moyenne du PIB par habitant en Biélorussie, en Moldavie et en Ukraine durant la même période a été de 48 %.

En outre, les investisseurs étrangers ont été attirés par ces réformes de grande portée. Qu'ils viennent dans un pays grâce à la privatisation, à la coentreprise ou aux investissements en installations nouvelles, les investisseurs étrangers créent des emplois, apportent un savoir-faire et accroissent les recettes fiscales des pays en transition. De ce fait, alors que les entreprises publiques aux effectifs pléthoriques étaient dégraissées ou liquidées, les investisseurs étrangers, attirés par la prévisibilité d'une

économie transformée, ont contribué à créer des emplois. Bien que certaines des réformes mentionnées ci-dessus aient été entreprises en Biélorussie, en Moldavie et en Ukraine, l'absence d'engagement véritable en faveur de la mise en application des nouvelles lois et de la nouvelle réglementation a abouti à une baisse du volume des investissements étrangers.

La transition économique des nouveaux États membres de l'Union européenne est loin d'être terminée. Tous ces pays doivent encore réduire la corruption, alléger la bureaucratie, rendre plus transparente la passation des marchés publics et supprimer les autres barrières non tarifaires. Il est toutefois peu probable que l'on assiste à l'annulation de la libéralisation du commerce et des réformes structurelles importantes mises en vigueur depuis 1989, qui ont eu pour résultat une croissance économique forte et impressionnante. Cette prévisibilité - absente en Biélorussie, en Moldavie et en Ukraine - crée un climat des affaires qui attire les capitaux nationaux et étrangers, en favorisant la création d'emplois, la croissance économique et l'émergence d'une classe moyenne plus forte et plus aisée. Ce sont là toutes les conditions indispensables à une économie mondiale moderne. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Comment l'OMC combat le protectionnisme

Carla Hills

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) combat le protectionnisme de diverses façons. Ses États membres acceptent de respecter ses règles relatives au protectionnisme. De temps à autre, ils s'efforcent de négocier de nouveaux accords et de nouvelles règles, réduisant encore plus les obstacles au commerce. Ils recourent au système de règlement des différends de l'OMC pour faire respecter ces accords et ces règles et veillent à ce que les nouveaux États membres s'engagent à renoncer au protectionnisme.

Mme Carla Hills est présidente-directrice générale de la société Hills & Company, International Consultants. Elle a occupé le poste de représentant des États-Unis pour le commerce extérieur de 1989 à 1993.



Le ministre japonais de l'agriculture, M. Shoichi Nakagawa, serre la main du directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, lors d'une réunion au Brésil destinée à sortir les négociations du cycle de Doha de l'impasse dans laquelle elles se trouvent depuis longtemps.

© AP Images/Eraldo Peres

L'Organisation mondiale du commerce ne se borne pas à réglementer le commerce international. Elle encourage sa libéralisation et lutte contre le protectionnisme par les moyens suivants :

- les principes et les règles,
- les cycles de négociations,
- le règlement des différends,
- les conditions d'adhésion.

Ensemble, ces quatre éléments font de l'OMC la plus efficace des institutions multilatérales d'après-guerre et notre principal rempart contre le protectionnisme.

LES RÈGLES COMMERCIALES

Actuellement, l'OMC réglemente le commerce dans 400 pages d'accords commerciaux détaillés, y compris l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'Accord général sur le commerce des services, complétés par les 22 000 pages d'engagements pris par ses 150 membres.

Lors de la négociation de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce à la fin des années 1940, les pays participants ont établi des règles et des principes destinés à régir le commerce international. Les deux grands principes portent sur le traitement national fondé sur la non-discrimination et sur le traitement de la nation la plus favorisée.

- Le traitement national exige que les membres de l'OMC accordent à tous les autres membres de cette institution des avantages aussi favorables que ceux dont ils font bénéficier leurs propres producteurs de biens et de services.
- Le traitement de la nation la plus favorisée exige que les membres de l'OMC accordent à tous les autres membres de cette institution les mêmes avantages que ceux dont ils font bénéficier certains d'entre eux.

L'obligation d'appliquer ces principes fondamentaux aide à assurer l'ouverture des marchés à travers le monde. Le traitement national signifie qu'un pays ne peut pas bloquer l'importation d'un produit s'il autorise la production et la vente de ce même produit sur son marché intérieur. Et le traitement de la nation

la plus favorisée signifie que lorsqu'un membre de l'OMC accepte de baisser ses droits de douane sur les importations en provenance d'un autre membre de l'OMC, il doit le faire également pour tous les autres membres de cette institution.

LES CYCLES DE NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

Les fondateurs du GATT ont convenu non seulement d'adopter certaines règles concernant le commerce international, mais aussi de procéder à une libéralisation progressive des échanges au moyen de cycles de négociations commerciales multilatérales. Le cycle actuel de Doha pour le développement est le neuvième de ces cycles.

Depuis l'établissement du GATT en 1947, le nombre de ses membres est passé de 23 États négociant les droits de douane sur les produits industriels à 150 États négociant les règles applicables aux échanges de produits agricoles et de produits industriels, aux obstacles non tarifaires, aux services, aux subventions et au droit de la propriété intellectuelle.

Lorsque les pays conviennent de baisser leurs droits de douane, ils s'engagent également à ne pas les porter au-delà du niveau agréé, au risque de devoir verser une compensation au pays exportateur qui subit un préjudice ou de faire l'objet de mesures de rétorsion de la part de ce dernier. À ce jour, les pays industriels ont consolidé 99 % de leurs droits de douane, et les pays en développement 73 %. Il en résulte un rempart contre le protectionnisme imputable aux augmentations des droits de douane.

L'engagement de respecter les règles relatives à un accroissement mondial des échanges par la plupart des partenaires commerciaux a renforcé la transparence et la prévisibilité du commerce international, permettant aux exportations mondiales de passer de 58 milliards de dollars en 1948 à 8,9 billions en 2004. Le volume actuel du commerce international est plus de 23 fois supérieur à ce qu'il était en 1948. Cette ouverture des marchés à travers le monde a amélioré le niveau de vie des populations à l'échelle mondiale.

LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

L'existence de règles commerciales précises n'empêche pas les pressions protectionnistes d'apparaître dans les différends sur la question de savoir si certaines mesures violent les règles acceptées. C'est pourquoi il doit exister un mécanisme équitable, rapide et efficace permettant de régler les différends commerciaux.

Pendant la majeure partie de la période d'après-guerre, le règlement des différends a été un maillon faible du GATT. Le mécanisme de règlement qui existait alors permettait à une partie de bloquer indéfiniment l'adoption d'une décision définitive dans une affaire donnée. De ce fait, les différends pouvaient rester sans solution pendant des années, faisant naître un sentiment protectionniste quand les pays étaient frustrés devant l'impossibilité d'un règlement de leurs différends commerciaux.

Dans une affaire particulièrement célèbre, les États-Unis se sont plaints pendant plus de dix ans du fait que les subventions accordées par la Communauté européenne à des sociétés de transformation des graines oléagineuses invalidaient son engagement de supprimer les droits de douane sur les graines importées pris dans le cadre des négociations Dillon de 1961, car ces subventions encourageaient l'utilisation de graines locales. La Communauté européenne bloquait constamment la formation d'un groupe du GATT. Finalement, le Congrès américain adopta une disposition faisant partie de la loi de 1988 sur le commerce exigeant que le représentant des États-Unis pour le commerce extérieur prenne des mesures unilatérales, en vertu de la section 301 de cette loi, pour augmenter les droits de douane sur un volume équivalent d'exportations de la Communauté européenne si l'affaire n'était pas tranchée en 1989. Une guerre commerciale fut évitée quand la Communauté européenne accepta la création d'un groupe spécial qui statua en faveur des États-Unis.

Après l'entrée en fonction de l'OMC en janvier 1995, ses États membres renforcèrent le mécanisme de règlement des différends en supprimant le droit de bloquer la formation d'un groupe spécial. Selon les nouvelles règles, si un différend ne peut être réglé grâce aux consultations exigées, un groupe spécial de l'OMC est saisi de l'affaire, et sa décision définitive est publiée dans les 12 ou 15 mois qui suivent le dépôt de la demande (y compris un délai pour un appel éventuel). Tout membre qui est jugé agir en violation de ses obligations dans le cadre de l'OMC est tenu de s'y conformer, généralement dans les dix-huit mois qui suivent une décision définitive.

Cette amélioration encourage les membres de l'OMC, aussi bien les pays industriels que les pays en développement, à utiliser le mécanisme de règlement des différends pour régler leurs litiges. Depuis 1995, plus de 55 pays ont engagé une procédure, et plus de 120 groupes chargés du règlement des différends ont été créés. Du fait que la procédure commence

par des consultations obligatoires, des centaines de différends ont été réglés avant l'établissement d'un groupe spécial. En outre, ce mécanisme plus efficace de règlement des différends aide les États membres à faire face à la colère locale causée par des pratiques commerciales jugées inévitables de la part d'autres membres et à utiliser les conclusions des groupes spéciaux de l'OMC pour justifier l'alignement de leurs propres pratiques non conformes sur leurs obligations dans le cadre de l'OMC.



Le directeur de l'OMC, M. Pascal Lamy, s'entretient avec le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Gia Khiem, dont le pays a adhéré en janvier 2007 à cette institution.

© AP Images/Keystone, Sandro Campardo

l'agriculture et de permettre à des sociétés étrangères de fournir toute une gamme de services.

Enfin, tous les États membres de l'OMC doivent approuver l'ensemble des engagements pris en matière d'ouverture du marché (représentant en général des centaines de pages), qui constitue l'accord d'adhésion du pays. Le non-respect de ses engagements peut donner lieu au dépôt d'une plainte contre lui auprès de l'OMC. En 2006, les États-Unis, auxquels s'étaient joints 6 autres

membres, ont déposé une plainte contre la Chine déclarant que les droits que ce pays appliquait aux pièces détachées d'automobile violaient son accord d'adhésion.

LES CONDITIONS D'ADHÉSION

L'OMC a également contribué à limiter le protectionnisme grâce à ses accords d'adhésion. Toute demande d'adhésion donne lieu à un examen rigoureux du régime commercial du pays intéressé, suivi de négociations bilatérales avec les membres de l'OMC dans les domaines qui les intéressent. Ces démarches peuvent durer des années. C'est ainsi que la Chine a passé quinze ans à négocier bilatéralement les conditions de son adhésion avant de devenir membre de l'OMC en 2001. Le Vietnam, dernier pays à adhérer à cette institution, vient de clôturer onze années de négociations bilatérales.

À l'issue des négociations bilatérales, on procède à la rédaction d'un accord précisant ce à quoi le demandeur s'engage à faire en devenant membre de l'OMC. Dans le cas de la Chine, ce pays a accepté de supprimer progressivement toutes les restrictions quantitatives affectant les produits industriels et de mettre fin à l'obligation pour les investisseurs étrangers d'exporter leur production, d'appliquer le droit international de la propriété intellectuelle et de permettre à des sociétés étrangères d'offrir toute une gamme de services, notamment en matière de télécommunications et de services financiers. Le Vietnam a accepté de réduire ses droits de douane, ses contingents et ses subventions à

LE CYCLE DE NÉGOCIATIONS DE DOHA

C'est par les négociations, les règles, le règlement des différends et l'adhésion que l'OMC lutte contre le protectionnisme. Le système n'est pas parfait. Des accords n'ont pas été conclus dans des domaines clés où ils font gravement défaut. C'est ainsi qu'il n'existe pas d'accord international interdisant les subventions à l'exportation ou les contingents tarifaires dans le cadre desquels des droits de douane prohibitifs sont appliqués sur les importations dépassant un contingent dans le domaine agricole.

Tout nouveau cycle de négociations multilatérales vise à accroître l'engagement des États membres à ouvrir leur marché et à améliorer le fonctionnement du système commercial. Selon des spécialistes, le dernier cycle des négociations d'Uruguay a créé de nouvelles possibilités économiques représentant des centaines de milliards de dollars.

L'aboutissement du cycle de Doha, lancé en 2001, pourrait faire la même chose car il vise à réduire ou à supprimer les subventions agricoles, à diminuer les droits de douane sur les biens, à accroître l'ouverture des marchés

dans le secteur des services ainsi que la transparence au sein du système de l'OMC (y compris le règlement des différends). Les spécialistes estiment qu'un tel accord pourrait permettre à des millions de personnes de s'affranchir de la pauvreté, contribuer à une croissance mondiale annuelle représentant des milliards de dollars et remédier à certaines des graves inégalités de notre système commercial. C'est là un résultat auquel nous devrions tous nous efforcer de parvenir. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

Bibliographie (en anglais)

Bhagwati, Jagdish. "Protectionism." In David R. Henderson, ed. *The Concise Encyclopedia of Economics*. Indianapolis, IN: Liberty Fund, Inc., 2002.
<http://www.econlib.org/library/Enc/Protectionism.html>

Brown, Gordon. "How to Embrace Change." *Newsweek*, vol. 147, no. 24 (12 June 2006): p. 64.
<http://www.msnbc.msn.com/id/13121948/site/newsweek/>

Campbell, Doug. "Protectionism's Dangerous Allure." *Region Focus* (Winter 2006): p. 64.
http://www.richmondfed.org/publications/economic_research/region_focus/winter_2006/pdf/opinion.pdf

Das, Susanta S. "Evolution and Political Economy of Trade Protectionism: Antidumping and Safeguard Measures." *IIMB Management Review*, vol. 17, no. 4 (December 2005): pp. 51-65.

Dollar, David, and Aart Kraay. "Trade, Growth, and Poverty." *Finance & Development*, vol. 38, no. 3 (September 2001): pp. 16-19.
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2001/09/dollar.htm>

Gaskin, William E., and Robert McKenna. "Protectionism's Flaws." *Washington Times* (11 December 2006): p. A21.
<http://www.washtimes.com/op-ed/20061210-102200-9544r.htm>

German Marshall Fund of the United States. *Perspectives on Trade and Poverty Reduction*. Washington, D.C.: German Marshall Fund of the United States, 2006.
http://www.gmfus.org/doc/GMF_TradeSurvey%202006.pdf

Hudgins, Edward L., ed. *Freedom to Trade: Refuting the New Protectionism*. Washington, DC: Center for Trade Policy Studies, CATO Institute, 1997.
<http://www.freetrade.org/pubs/freetotrade/freetrade.html>

Irwin, Douglas A. "Historical Aspects of U.S. Trade Policy." *NBER Reporter* (Summer 2006): pp. 16-19.
<https://www.nber.org/reporter/summer06/irwin.html>

Panagariya, Arvind. "Free-Trade Skeptics: Wrong Again." *Economic Times* (25 January 2006).
http://www.columbia.edu/~ap2231/ET/et86_January25-06.htm

Patterson, Seymour. *The Development of Free Trade in the 1990s and the New Rhetoric of Protectionism*. Lewiston, NY: Edwin Mellen Press, 2006.

Paulson, Henry M. *Remarks Prepared for Delivery by Treasury Secretary Henry M. Paulson Before the Confederation of British Industry Annual Conference*. Washington, DC: U.S. Department of the Treasury (28 November 2006).
<http://www.treas.gov/press/releases/hp178.htm>

Rivoli, Pietra. *The Travels of a T-Shirt in the Global Economy: An Economist Examines the Markets, Power, and Politics of World Trade*. Hoboken, NJ: John Wiley & Sons, 2005.

Roberts, Russell D. *The Choice: A Fable of Free Trade and Protectionism*. 3rd ed. Upper Saddle River, NJ: Prentice Hall, 2006.

Rothbard, Murray N. *Protectionism and the Destruction of Prosperity*. Auburn, AL: Mises Institute, 1986.
<http://www.mises.org/rothbard/protectionism.pdf>

Schott, Jeffrey J. "Costs of Failure of Global Trade Negotiations Have Been Understated." *Financial Times* (23 June 2006): p. 12.
<http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=644>

Stokes, Bruce. "Dubai Deceptions." *National Journal*, vol. 38, no. 11 (18 March 2006): p. 52.

Suranovic, Steven M. *International Trade Theory and Policy Analysis*. 2003.

<http://internationalecon.com/v1.0/index.html>

Tupy, Marian L. "Trade Liberalization and Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa." *Policy Analysis*, no. 557 (6 December 2005): pp. 1-23.

http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=5236

U.S. Trade Representative, Office of the. "The Benefits of Trade for Developing Countries." *Trade Facts*, June 2006.

http://www.ustr.gov/assets/Document_Library/Fact_Sheets/2006/asset_upload_file346_9610.pdf

Vant, Thomas R. "Resist Protectionism." *OECD Observer*, no. 255 (May 2006): pp. 37-38.

http://oecdobserver.org/news/printpage.php/aid/1861/Resist_protectionism.html

Williams, Walter E. "Trade Charade." *Washington Times* (26 October 2006).

<http://www.washingtontimes.com/commentary/20061025-092622-8524r.htm>

Le département d'État n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués ci-dessus. Tous ces sites étaient accessibles en date du 17 janvier 2007.

Sites Internet (en anglais)

GOVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

Federal Reserve Bank of New York

<http://www.newyorkfed.org/education/fx/free.html>

Office of the U.S. Trade Representative

<http://www.ustr.gov/index.html>

U.S. Department of Agriculture

Economic Research Service, WTO Briefing Room

<http://www.ers.usda.gov/briefing/Wto/>

U.S. Department of Commerce

U.S. International Trade Administration

<http://trade.gov/index.asp>

U.S. Department of State

Bureau of Economic and Business Affairs, Trade Policy and Programs

<http://www.state.gov/eb/tpp/>

Bureau of International Information Programs, Trade and Economics

<http://usinfo.state.gov/ei/>

AUTRE DOCUMENTATION

CATO Institute, Center for Trade Policy Studies

<http://www.freetrade.org/index.php>

The mission of the Cato Institute Center for Trade Policy Studies is to increase public understanding of the benefits of free trade and the costs of protectionism.

Economic Strategy Institute (ESI)

<http://www.econstrat.org/>

The Economic Strategy Institute is dedicated to assuring that globalization works with market forces to achieve maximum benefits rather than distorting markets and imposing costs.

Globalisation Institute

<http://www.globalisationinstitute.org/index.php>

The Globalisation Institute is a think tank founded in 2005 with the aim of examining how globalization can be harnessed to work for the world's poorest.

The Library of Economics and Liberty

<http://www.econlib.org/index.html>

The Library of Economics and Liberty is dedicated to advancing the study of economics, markets, and liberty. It offers resources for students, teachers, researchers, and aficionados of economic thought.

National Foreign Trade Council (NFTC)

<http://www.nftc.org/>

The NFTC is a U.S. business organization that advocates the international and public policy priorities of its members on international trade, investment, tax, and export finance.

Peterson Institute for International Economics

<http://www.iie.com/research/researcharea.cfm?ResearchTopicID=5>

The Peterson Institute, formerly the Institute for International Economics, is devoted to the study of international economic policy. Since 1981 the institute has provided timely, objective analysis and concrete solutions to key international economic problems.

United States Council for International Business (USCIB)

<http://www.uscib.org/index.asp>

Founded in 1945 to promote free trade and represent business in the newly formed United Nations, USCIB presents businesses' views directly to U.S. policy makers and officials in the United Nations, the European Union, and a host of other governments and groups.

World Trade Organization

<http://www.wto.org/>

Le département d'État n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués ci-dessus. Tous ces sites étaient accessibles en date du 17 janvier 2007.



**UNE REVUE MENSUELLE
PROPOSÉE DANS
DIFFÉRENTES LANGUES**

Cinq éditions thématiques :

- Perspectives économiques
- Objectifs de politique étrangère
- Dossiers mondiaux
- Démocratie et droits de l'homme
- La société américaine



CONSULTEZ LA LISTE COMPLÈTE DES TITRES
<http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html>